

d'initiatives visant à stabiliser la région balkanique constitue un bon indicateur du plus grand engagement de la communauté internationale à l'égard de cette région.

Hormis les actions de la Russie, l'implication de la communauté internationale dans les processus de paix du Caucase est restée plutôt timide. L'internationalisation des problèmes caucasiens a néanmoins parfois compliqué plutôt que facilité la négociation entre les parties belligérantes. En effet, la multiplication des initiatives de paix multilatérales (OSCE, ONU) ou unilatérales (Russie, Iran, États-Unis etc.) nuit à l'efficacité de l'intervention de la communauté internationale, car elle offre aux belligérants la possibilité de « magasiner le cadre de négociation » qu'ils jugent le plus approprié à leurs besoins. Ceci, avec le manque de volonté politique des protagonistes, constitue un des principaux facteurs explicatifs du gel des processus de paix.

1.1.2 Nature des conflits

Les nombreux conflits qui se sont développés au cours de la dernière décennie constituent sans aucun doute le facteur de déstabilisation le plus important pour les deux régions. Il est toutefois important de distinguer la nature des conflits des régions sous étude, puisqu'il s'agit de la caractéristique concernant laquelle les différences sont les plus notables entre les deux régions. Au Caucase du Sud, les conflits armés sont tous des guerres d'indépendance menées par des entités politiques qui existaient à l'époque soviétique. Malgré leur différence de statut avec les RSF, ils partageaient avec elles l'objectif de se désenclaver, de mettre un terme à leur isolement et de développer leur reconnaissance internationale⁶. Au moment où les États caucasiens déclaraient leur indépendance, toutes les sous-régions qui possédaient une structure de gouvernance autonome dans le régime précédent sont entrées en conflit avec leur gouvernement central respectif, sur le partage des compétences. Pour les autres structures autonomes, les conflits se sont exprimés par les armes et ont tous été provoqués par une déclaration unilatérale de modification de statut constitutionnel – parfois par l'État d'origine qui a révoqué l'autonomie à cette entité, parfois par l'entité qui a déclaré son indépendance.

Dans les Balkans, le cas du Kosovo est celui qui se rapproche le plus de cette figure de cas. La seule autre région qui possédait une forme d'autonomie dans le régime précédent est la Voïvodine, où les tensions semblent contenues pour l'instant. Les autres conflits des Balkans résultent davantage du refus des autorités fédérales, dominées par des nationalistes serbes, de voir s'accomplir le démembrement de la Yougoslavie au premier niveau (chronologiquement : en Slovénie, en Croatie et en Bosnie). Pour les minorités des NEI ex-yougoslaves, il n'a jamais été clairement question de guerre d'indépendance. Ces minorités nationales sont soit entrées en guerre pour conquérir un territoire en vue de le fusionner avec « l'État voisin constituant le foyer principal de leur groupe ethnique » (Serbes de Croatie, Serbes de Bosnie, Croates de Bosnie), une sorte d'irréductibilisme, ou pour se protéger face à l'agression d'un autre groupe, réelle ou anticipée.

⁶ Edmund Herzig, *The New Caucasus, Armenia, Azerbaijan and Georgia*, Londres: Royal Institute of International Affairs, 1999, pp. 6-15.